

## Regarder l'université, voir la société Que peuvent craindre les universités publiques brésiliennes ?

Márcia Pereira Cunha and Nilton Ken Ota

2020

Le néolibéralisme autoritaire au miroir du Brésil

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1079469ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1079469ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Pereira Cunha, M. & Ota, N. (2020). Regarder l'université, voir la société : que peuvent craindre les universités publiques brésiliennes ? *Sens public*, 1–22. <https://doi.org/10.7202/1079469ar>

Article abstract

Since the impeachment of President Dilma Rousseff, Brazilian democracy has been the scene of clashes and conflicts that put it at risk. Jair Bolsonaro took office in January 2019, turning his then reactionary and authoritarian rhetoric into a government speech. Among the many targets of their attacks are public universities. This article aims to contribute to the analysis of this scenario, firstly by offering a record of the expedients and ideas mobilized on different fronts of persecution and institutional heckle. Three recent episodes are described in order to indicate points where today radicalized actions and discourses are linked to older social processes, especially the mismatches between redemocratization and neoliberal reforms within and outside the university environment. Placing current attacks in this perspective seems critical to understand their meanings and the conditions that made them possible.

Droits d'auteur Márcia Pereira Cunha, Nilton Ken Ota, 2020



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



Regarder l'université, voir la société  
Que peuvent craindre les universités  
publiques brésiliennes ?

Márcia Pereira Cunha, Nilton Ken Ota

Publié le 25-06-2020

<http://sens-public.org/articles/1473>



Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International (CC BY-SA  
4.0)

## Résumé

Depuis l'*impeachment* de la présidente Dilma Rousseff, la démocratie brésilienne est le théâtre d'affrontements et de conflits qui la mettent en danger. Jair Bolsonaro a pris ses fonctions en janvier 2019, transformant ses discours réactionnaires et autoritaires en discours du gouvernement. Les universités publiques font partie des nombreuses cibles de leurs attaques. Cet article a pour but de contribuer à l'analyse de ce scénario, en offrant tout d'abord un enregistrement des moyens et des idées mobilisés sur différents fronts de persécution et d'interpellation institutionnel. Sur la base de trois épisodes récents, on cherche à indiquer les points où des actions et des discours aujourd'hui radicalisés sont liés à des processus sociaux plus anciens, en particulier la décalage entre la redémocratisation et les réformes néolibérales à l'intérieur et à l'extérieur du milieu universitaire. Placer les attaques actuelles dans cette perspective semble essentiel pour comprendre leurs significations et les conditions qui les ont rendues possibles.

## Abstract

Since the impeachment of President Dilma Rousseff, Brazilian democracy has been the scene of clashes and conflicts that put it at risk. Jair Bolsonaro took office in January 2019, turning his then reactionary and authoritarian rhetoric into a government speech. Among the many targets of their attacks are public universities. This article aims to contribute to the analysis of this scenario, firstly by offering a record of the expedients and ideas mobilized on different fronts of persecution and institutional heckle. Three recent episodes are described in order to indicate points where today radicalized actions and discourses are linked to older social processes, especially the mismatches between redemocratization and neoliberal reforms within and outside the university environment. Placing current attacks in this perspective seems critical to understand their meanings and the conditions that made them possible.

## Resumo

Desde o *impeachment* da presidenta Dilma Rousseff, a democracia brasileira vem sendo palco de embates e conflitos que a colocam em risco. Jair Bolsonaro tomou posse em janeiro de 2019, transformando sua então retórica reacionária e autoritária em discurso de governo.

Entre os muitos alvos de seus ataques, estão as universidades públicas. Este artigo pretende contribuir para a análise deste cenário, oferecendo primeiramente um registro dos meios e ideias mobilizados em diferentes frentes de perseguição e interpelação institucional. Com base em três episódios recentes, busca-se, em cada um deles, indicar pontos em que ações e discursos hoje radicalizados encontram vinculação com processos sociais mais antigos, em especial os descompassos entre redemocratização e as reformas neoliberais dentro e fora do ambiente universitário. Colocar os ataques atuais nessa perspectiva parece fundamental para compreender seus sentidos e as condições que os tornaram possíveis.

**Mot-clés :** Université publique, Brésil, Rédémocratisation, Néolibéralisme, Bolsonaro

**Keywords:** Public university, Brazil, Redemocratization, Neoliberalism, Bolsonaro

## Table des matières

« Endoctrinement de gauche » : droits de l'homme, idéologie de genre et école sans parti . . . . .	6
Redémocratisation et néolibéralisation à l'Université brésilienne . .	11
Appareil judiciaire et policier et contrôle politique . . . . .	15
Quelle université et pour qui ? . . . . .	17
Bibliographie . . . . .	21

# Regarder l'université, voir la société

Márcia Pereira Cunha

Nilton Ken Ota



FIGURE 1 – L'université nationale de Brasília. Crédits Gérard Wormser

La crise institutionnelle provoquée par le renversement de la présidente Dilma Rousseff en août 2016 a ouvert la voie à toutes sortes d'opportunisme politique. L'escalade de Jair Bolsonaro en tant que candidat susceptible de gagner l'élection présidentielle brésilienne de 2018 est venue dans ce vide, et avec lui s'est propagé un discours violent de persécution des opposants et des groupes sociaux dont l'agenda contredisait son moralisme conservateur. L'université

publique en a subi les effets de manière spécifique et variée. Les types d'attaques sont aussi différents que le degré d'institutionnalisation des moyens utilisés pour les imposer. Bien qu'ils soient tous entrelacés avec la réalité et se contaminent les uns les autres en renforçant les descriptions irréalistes de l'environnement et de la vie universitaires par le président et ses alliés, nous avons choisi trois cas qui nous permettent de démêler les conditions sociales que chacun mobilise pour atteindre l'efficacité et entraver le mouvement de réaction. Le fait que nous soyons encore et toujours bombardés quotidiennement d'événements et de déclarations telles que celles que nous allons décrire fait de ce texte une tentative de délimiter des éléments qui devraient être pris en compte dans une analyse continue de la politique actuelle et de ses éventuels héritages.

### **« Endoctrinement de gauche » : droits de l'homme, idéologie de genre et école sans parti**

Actuellement, le terme « gauche » est utilisé comme une synthèse d'un mal répandu à combattre et peut prendre des références allant de l'ancien président Luis Inacio Lula da Silva ou de son parti, le Parti des travailleurs (PT), à un incroyable « danger communiste ». L'efficacité de la formule, cependant, a une histoire plus ancienne, et pour rester à plus près de notre sujet ici, un exemple du mélange du sens commun conservateur qui s'est construit au fil du temps est la définition des droits de l'homme en tant que « droits des bandits ». Cette distorsion est comprise en regardant la fin du régime militaire (1964-1985), lorsque les professionnels du droit et autres personnes travaillant dans la défense des prisonniers politiques étendent leurs principes de respect de la dignité humaine aux soi-disant prisonniers de droit commun, dénonçant et agissant en cas de violence, de mauvais traitements et de toute forme de violation des droits par les institutions étatiques. Cependant, dans les années qui ont suivi la fin de la dictature, le Brésil a également souffert de deux autres processus : d'une part, la non-promesse d'améliorer les conditions de vie et la construction fragile d'un État providence. D'autre part, la résurgence de la violence urbaine. Bien que cette violence ait augmenté depuis le régime militaire (Azevedo et Cifali 2015), un bouillon culturel a été créé — avec des représentants des médias — qui rendait les défenseurs des droits responsables de ce qu'ils ressentaient comme un sentiment d'im-

punité. On a insisté sur le fait qu'il y avait un privilège pour les criminels et une indifférence pour leurs victimes. La criminalisation des mouvements sociaux, qui est forte aujourd'hui, est enracinée dans le même type de distorsion, l'association malhonnête entre eux, et les notions de désordre ou de comportement d'usurpateur prédateur.

Cependant, même si des commentaires de nostalgie « d'ordre militaire » pouvaient être chuchotés ou confessés en privé, le traumatisme laissé par la violence de la dictature était encore assez récent pour la désapprouver et rejeter publiquement. Ainsi, tout au long des années 1990, la stratégie de dépolitisation des conflits sociaux a également comporté des discours ancrés dans le domaine économique. Au milieu de la décennie, un plan gouvernemental a permis de stabiliser la monnaie en élevant le ministre de l'Économie à la présidence de la République — Fernando Henrique Cardoso — et en consacrant le répertoire pro-gestion : l'État était géant, en faillite et inefficace. Par conséquent, il devrait apprendre de la société civile et du secteur privé pour être créatif, déterminé et compétitif. L'image entretenue par la propagande gouvernementale, celle du Brésilien solidaire et collaboratif (en opposition et comme version évoluée du militant politique des années de redémocratisation), dissimulait et soutenait le maintien de formes de vie inégales (ainsi que d'épisodes de répression violente des mouvements sociaux) en mettant la résolution des problèmes sociaux en termes de récits de réalisations individuelles.

Le discours des gouvernements des années 2000 ne pourrait pas être plus différent. Ce n'est pas ici le lieu de discuter des continuités et des perturbations entre les huit années de gouvernement FHC et les un peu plus de treize (interrompues) par les présidents du Parti des Travailleurs. En effet, cette lecture attend encore une analyse conforme à son importance historique. Pour ce qui nous intéresse ici, il est important de souligner combien l'idée de lutte sociale a été réévaluée ces dernières années. Les évaluations qui suggèrent la prudence dans l'établissement d'une continuité pure et simple entre les mouvements sociaux de la fin des années 70 (dont Lula lui-même est originaire) et ceux du début des années 2000 sont correctes. Cependant, il est indéniable que cette origine a posé des accumulations de leurs trajectoires dans l'agenda politique. S'agissant d'un domaine complexe et varié, on pense à deux mouvements qui sont entrés dans un croissant jusqu'à leur arrivée à l'institutionnalité fédérale, amplifiant ainsi la portée de leurs discours et se bénéficiant de ressources pour le développement de leurs actions : on parle de



la création dans la structure gouvernementale en 2003 du Secrétariat spécial aux politiques de promotion de l'égalité raciale et du Secrétariat national aux politiques de la femme. Avec des histoires qui se réfèrent également aux années de redémocratisation du Brésil, les agendas des mouvements noirs et féminins ont été publiquement placés et ont atteint une visibilité et une présence sans précédent. Avec eux — contrairement à la rhétorique artificielle antérieure sur une société pacifique et harmonieuse, caractérisée par la solidarité et la collaboration pour surmonter les difficultés individuelles — on parle d'une société brésilienne raciste et patriarcale, dont les fissures et la violence devaient être reconnues et surmontées par des actions concrètes. Au cours de cette avancée, mêlée à l'apprentissage et au questionnement, la température de l'ébullition conservatrice s'est élevée.

L'université publique n'était pas à l'abri de ce mouvement et — bien qu'hétérogène, comme indiqué dans la section suivante — les questions raciales et de genre étaient de plus en plus présentes dans les conversations quotidiennes, les relations et les espaces universitaires, les discussions en classe. Une donnée contextuelle importante pour cette configuration est la politique d'expansion des universités fédérales, combinée aux premières expériences des programmes de quotas raciaux et sociaux, élargissant l'accès des groupes sociaux au-delà des couches sociales les plus privilégiées et rendant leur environnement interne beaucoup plus diversifié et pluriel. Nous mentionnons l'université publique parce qu'elle est aujourd'hui la cible d'attaque bolsonariste dont nous voulons nous occuper. Mais il convient de noter qu'en dépit de cette importante démocratisation de l'accès, la plus grande inclusion des jeunes des classes plus défavorisées dans le système d'enseignement supérieur est due à l'expansion des établissements privés, ce qui pose un certain nombre de problèmes spécifiques (Sguissard 2008 ; Corbucci, Kubota, et Barbosa Meira 2016).

Reprenant, donc, les universités fédérales, entre 2000 et 2010, le nombre d'établissements en activité est passé de 39 à 58<sup>1</sup>, la plupart à l'intérieur du pays,

---

1. Le Recensement de l'enseignement supérieur de 2017, une enquête menée chaque année par le ministère de l'Éducation, met à jour ce nombre, ce qui porte le total à 63 universités fédérales. Pour un aperçu des dimensions du système universitaire brésilien, selon le même document : 87,9 % des établissements sont privés. Sur les 12,1 % d'établissements publics, 4,5% sont fédéraux, 5,1 % du gouvernement d'état et 2,6 % de la municipalité. Cf. : INEP (2017) et «Synopsis statistiques de l'enseignement supérieur», disponibles en ligne. Consulté le 01/07/2019.

de 12 à 27, à la même période (Niquito et.al., 2018 : 373). Ainsi, selon la même étude, en 2000, sur le total des jeunes âgés de 18 à 24 ans pour suivre des études universitaires, seuls 9,1 % y avaient accès. En 2010, ce nombre atteignait 18,7 %. En 2007, le Programme d'appui aux plans de restructuration et d'expansion des universités fédérales (REUNI) a été institué par décret, avec plusieurs actions visant à garantir les conditions d'extension de l'accès et, il convient de le mentionner, la pérennité des nouveaux entrants dans l'enseignement supérieur. L'établissement de quotas fait référence à la revendication historique du mouvement noir, mais au-delà des garanties d'accès à la jeune population noire, il a ouvert la voie à une discussion sur les différentes formes d'inégalités, aboutissant à un cadre de discrimination positive très diversifié, en tenant compte d'autres formes de stratification : actions pour les noirs, les indigènes, les handicapés, les réfugiés, les élèves des écoles publique, entre d'autres (IPEA 2015).

Faisant écho à ce qui a été vu dans la scène sociale, avec les changements sont venus les réactions. Des groupes de droite organisés en dehors des universités ont également commencé à s'organiser au sein des universités, multipliant les cas de menaces, de harcèlement et d'intimidation de ceux identifiés (présumément ou en fait) au changement. Ainsi, dans les agressions, ce qui a mobilisé ses auteurs allait de ce qui était largement appelé « gauchiste » (dans un mélange d'ignorance et de délire, attribué à ce que les agresseurs faisaient parade d'être un « lavage de cerveau marxiste », avec le projet de transformer le Brésil en une « nation communiste », comme Cuba ou le Venezuela) jusqu'à ce qu'ils soient investis de contenus racistes, sexistes et xénophobes clairs. L'impeachment de la présidente Dilma Rouseff a accéléré la dégradation des relations. Deux cas, début 2018, sont emblématiques des attaques qui éclairent cette réaction des groupes réactionnaires.

Le premier lie les mondes intra et extra universitaire. Dans le cadre de la discussion sur l'expansion des situations d'avortement légalisé (au Brésil, l'avortement n'est autorisé que dans trois cas - viol, risque de décès de la femme enceinte, fœtus anencéphale), l'une des références était l'anthropologue et professeur d'université Débora Diniz. Depuis 2004, elle est appelée à contribuer aux débats et auditions sur le sujet, défendant toujours la compréhension de l'interruption volontaire de grossesse comme un problème de santé publique et, par conséquent, face à la réaction de groupes opposés — notamment religieux. En mai 2018, cependant, son travail est devenu une motivation pour des menaces de mort et d'agression qui ne se limitaient pas

à elle, mais s'étendaient à sa famille, ses étudiants, ses collègues de l'université. Le risque l'a empêchée d'enseigner et d'assister à des événements publics. Inclus dans le programme de protection des défenseurs des droits humains du gouvernement fédéral, elle a quitté le pays dans l'un des premiers cas d'exil en raison de menaces à motivation politique<sup>2</sup>

Au cours de la même période, une situation différente a placé l'autonomie universitaire au centre du conflit. Le ministre de l'Éducation du président en exercice Michel Temer a appelé l'administration fédérale à enquêter sur « une faute administrative » d'un professeur de sciences politiques qui a proposé une discipline intitulée « Le coup d'État de 2016 et l'avenir de la démocratie au Brésil ». L'assaut surprenant a généré une réaction de la communauté universitaire. Une trentaine d'universités ont présenté, à l'initiative de leurs professeurs, des cours de noms et de thèmes similaires pour affirmer et défendre le droit à la liberté de pensée et de débat<sup>3</sup>.

De manière plus générale, le président actuel a créé des conditions qui légitiment la propagation de ce type de persécution. Les deux ministres de l'Éducation de ce gouvernement<sup>4</sup>, ainsi que des politiciens d'autres niveaux de gouvernement, ont fait des déclarations encourageant les étudiants à utiliser leur téléphone portable pour enregistrer les enseignants qui, selon eux, faussent leur rôle éducatif en faveur de l'endoctrinement de gauche. Le président lui-même et ses enfants partagent sur les réseaux sociaux des vidéos ou des photos d'œuvres qui semblent à eux avoir ce parti-pris, exposant les étudiants, les chercheurs, les enseignants au harcèlement et aux menaces qui perturbent gravement leur vie<sup>5</sup>. L'atmosphère de terreur créée par ces cas est évidente. Une mesure encore en discussion pour les écoles secondaires, du moins pour l'instant n'est pas réglementée dans l'enseignement universitaire : le projet « école sans parti ». Comme son nom l'indique, il fait référence à la création d'actions spectaculaires pour protéger les élèves contre l'endoctrine-

---

2. « Débora Diniz : “Je ne suis pas exilé. Je ne suis pas réfugié. Quelle est ma condition ?” ».. Consulté le 01/07/2019.

3. « Le ministère de l'Éducation demande l'approbation de la discipline de l'UNB pour le “coup d'État de 2016” ». En ligne. Consulté le 01/07/2019.

4. Le ministre qu'a nommé Bolsonaro a été remplacé par l'actuel ministre après quatre mois tumultueux à la tête du ministère.

5. L'article « En enfer avec Foucault » décrit l'une de ces situations, où une recherche de master sur le discours de haine sur Internet a donné lieu à une persécution croissante. L'étudiante entend mener sa soutenance de thèse avec un accès restreint au public, par peur de représailles voir en ligne. Consulté le 01/07/2019).

ment par des enseignants identifiés comme « gauchistes », « communistes », « marxistes », peu importe. Le projet de loi a rencontré des résistances, mais l'essentiel est que, même sans l'approbation de la loi, le climat de persécution et de dénonciation est déjà en place, étant donné la création d'un ton moralisateur fort, contraire et très préjudiciable à la pratique éducatif.

L'actuelle position vulnérable de l'université ne doit cependant pas être considérée uniquement comme le résultat de cette récente attaque. Les divisions internes se sont construites depuis plus longtemps, reflétant le processus social qui a rendu simultanées la redémocratisation et la néolibéralisation des conduites d'enseignement et de recherche dans les universités.

## Redémocratisation et néolibéralisation à l'Université brésilienne

Depuis 2014 a eu lieu dans plusieurs universités du pays la *Journée universitaire pour la défense de la réforme agraire*, qui rassemble des enseignants, des étudiants, des professionnels, des militants autour de discussions et d'activités sur des sujets aussi variés que l'accès aux terres et la dégradation de l'environnement, les politiques de sécurité alimentaire et d'utilisation des pesticides. Le fait que elle se réalise entre avril et mai ne laisse pas aucun doute sur sa sensibilité politique : le 17 avril 1996, une action de la police militaire de l'État brésilien du Pará a entraîné la mort de 19 militants du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), lors d'une marche vers la capitale, Belém, pour réclamer l'expropriation d'une ferme, un épisode connu sous le nom de Massacre de Eldorado do Carajás. En 2017, cependant, l'une de ces universités, l'USP — École d'Agronomie — qui organisait l'événement il y avait déjà trois ans — a ouvert un processus interne pour l'enquêter. Le motif : une dénonciation anonyme et de fausses informations selon lesquelles le campus était em train d'« être envahi » par des militants du MST<sup>6</sup>. À l'époque, le professeur responsable de l'activité, directeur d'un laboratoire de cette même institution depuis plus de 30 ans, a été convoqué par des collègues organisés en commission pour apporter des éclaircissements. Malgré toute la gêne, dans une interview accordée en 2018, le professeur a déclaré qu'il n'avait jamais eu de clarification sur cette enquête ou ses conclusions.

---

6. « L'École d'Agronomie enquête sur l'activité MST et l'enseignant dit qu'il y a un "dépistage idéologique" ». voir en ligne. Consulté le 01/07/019.

En répétant les éléments — dénonciation anonyme, fausses nouvelles et approche coercitive — l'épisode fait partie de l'attaque contre ces qui sont identifiés à une gauche qui peut et doit être criminalisée et éliminée de l'université. Ce qu'il montre en particulier, cependant, c'est la scission interne de l'institution. À l'époque, le professeur enquêté a reçu soutien, au-delà de sa faculté, à travers d'un manifeste pour sa défense et de l'importance de l'événement. Cependant, il a lui-même suggéré qu'il s'agissait d'un problème plus délicat : ce qu'il a appelé le « dépistage idéologique » était évident du fait que la même faculté accueillait, sans contestation, une foire associée aux entreprises agro-industrielles. Il se pourrait penser qu'il s'agit seulement d'un cas des enseignants plus ou moins progressistes, plus ou moins alignés avec les idées de droite ou de gauche. Cependant, si l'on considère la place occupée par l'université dans la dynamique socio-historique brésilienne, ces distinctions et leurs conséquences font également écho à une controverse sur les conceptions de ce que devrait être cette institution.

Dans les analyses et reconstitutions historiques du système universitaire brésilien, l'observation de diverses influences par des modèles européens et nord-américains est courante. Un point important de cette histoire est la tendance du régime militaire à l'égard de ce dernier et les interventions qu'il a entreprises pour l'instaurer concrètement. En ce sens, les accords de coopération entre le ministère de l'Éducation et de la Culture de la dictature et l'Agence nord-américaine pour le développement international (MEC-USAID) sont cruciaux pour la planification et la réorganisation de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. En ce qui concerne ce dernier, il a été proposé un ensemble de mesures justifiées par l'objectif de modernisation du système universitaire national, aboutissant à « *une plus grande économie et efficacité opérationnelle* » (Point « Objectif » de l'accord signée à 1966 *apud* (Alves 1968, 35)). Dans le même mouvement, des systèmes d'évaluation postuniversitaire sont institués dans les années 1970 et de premier cycle dans les années 1980. L'idée qu'il était important de créer un nouvel état d'esprit pour les managers — rechercher et contrôler des résultats quantifiables et calculables, compte tenu des ressources investies — elle est récurrente dans les documents de l'époque (Fávero 1991 ; Paula 2000). Bien que les étudiants et les enseignants résistent également à la manière dont ce discours et ces actions ont été imposés, ses limites profondes sont comprises si l'on se souvient que 1968 a été marquée par le pic de la répression du régime militaire, qui a intensément pénalisé l'environnement universitaire. Lorsque

le débat a pu reprendre, dans les années de redémocratisation, il était prévu que les effets de ces interventions ne disparaissent pas, créant ainsi un environnement dans lequel, d'une part, il y a dénonciation de perte de qualité et défiguration d'un idéal de formation humaniste et, d'autre part, de le manque de professionnalisme et d'engagement envers la productivité.

Un épisode symptomatique. Le 21 février 1988, l'année même de la promulgation de la Constitution fédérale<sup>7</sup>, le journal *Folha de São Paulo* avait en première page la nouvelle : « L'USP fait la liste de ses improductifs ». Dans le corps du texte, des informations selon lesquelles une enquête réalisée par le rectorat a montré que 25 % des enseignants n'avaient rien publié entre 1985 et 1986. La liste est publiée avec le nom complet des enseignants et l'éditorial (« Les improductifs à l'USP ») déclare que « *le débat sur les critères d'évaluation de l'université brésilienne se pose avec toute son urgence et sa complexité* », car le résultat de l'enquête est « inexplicable, symptomatique ou choquant ».

Cardoso, dans un article de 1989, enregistre avec précision les hypothèses qui rendent intelligible le contenu politique de cet épisode. Les documents et rapports gouvernementaux produits entre 1985 et 1986 proposaient, entre autres, que les universités brésiliennes se tournent vers un nouveau paradigme, appelé « Université de la connaissance » (qui se différencie de « l'université d'enseignement » établie). Son accent sur le développement de la recherche placerait l'autonomie académique sous des critères d'évaluation de « l'efficacité », de « l'efficacé » et de « l'efficacé » de ses performances. Encore une fois, ce scénario fait également des tentatives de groupes d'enseignants pour discuter des paramètres présentés et de leurs raisons — jamais un refus de l'évaluation elle-même, souligne l'auteur —, mais il y a aussi eu recours à la disqualification du débat dans la désignation de ces groupes comme « gauche

---

7. Le passage de la dictature militaire au régime démocratique à partir du milieu des années 1970 a été marqué par une mobilisation vigoureuse de la société civile, organisée en syndicats, mouvements, associations locales. Après la transition, dans la soi-disant Nouvelle République, les travaux ont commencé sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution fédérale. Avec la participation importante de plusieurs de ces mouvements, la nouvelle charte a été promulguée en octobre 1988 et, malgré quelques défaites, a incorporé les revendications populaires et les moyens proposés pour créer et maintenir un État-providence, et est donc appelée de la « Constitution citoyenne ». Il est important de considérer ce contexte afin de saisir l'inadéquation entre l'intense politisation de la société autour d'un idéal de justice sociale et les propositions dépolitisantes de gestion et de productivité alors mises à l'ordre du jour par l'université.

radicale » ou attribution d'« assemblage » par opposition aux « sages » et « compétents » (Cardoso 2001, 58) qui, se qualifiant comme engagés et responsables, ont adhéré à la nouvelle idée.

Dans cette perspective, un appareil technique et discursif a été créé qui permettrait d'établir des normes et des comparaisons entre les établissements, entre les enseignants, entre les étudiants, et chacun reste attaché au respect des nouvelles règles du jeu. Ainsi, que ce soit par empressement à répondre à l'accusation d'improductivité ou d'adhésion à la conception de la dit modernisation, le fait est que la logique concurrentielle a trouvé des moyens pour s'imposer, avec une acceptation plus ou moins grande, et visant la soumission générale. Si l'effort de dépolitisation des conflits et d'éloge de la logique économiste-gestionnaire s'est répandu socialement au Brésil à partir de la seconde moitié des années 1990, à l'université, son argumentaire avait rencontré des représentants et des opérateurs une décennie plus tôt. Le respect des critères d'évaluation est devenu le premier repère des activités, contribuant également à la fausse dichotomie et à l'exclusion mutuelle entre politique et qualité du travail académique. Les indicateurs quantitatifs de publication ou d'internationalisation ont été consolidés principalement comme des fins en soi, devenant des conditions d'accès aux ressources financières et institutionnelles et non dans le cadre des travaux ou de la possibilité de leur amélioration.

Ce cadre devrait aider à comprendre pourquoi les réductions de budget des universités imposées par le gouvernement de Jair Bolsonaro ont été, à des degrés divers, reçues et accueillies par des chercheurs, des enseignants et des étudiants soit avec une sorte de « sauve-qui-peut » — où chaque groupe doit supporter la situation de risque plus ou moins élevé dans laquelle il se trouve — soit avec données de productivité, comme si le nombre d'articles publiés ou d'interlocuteurs internationaux justifiait par soi-même l'importance de l'université et pouvait mobiliser sa défense par la société. Il est vrai que la mobilisation massive de la communauté universitaire qui est descendue dans les rues du pays en mai 2019<sup>8</sup> suite à l'annonce des coupes budgétaires a eu une importance symbolique et politique pour l'organisation de l'opposition. Cependant, cela ne devrait pas empêcher de percevoir clairement que ce ne sera pas l'argument de l'efficacité et de la productivité qui protégera

---

8. « Les manifestations contre les coupures dans l'éducation font des milliers de morts dans le pays. » Voir en ligne. Consulté le 01/07/2019.

l'université de son élimination. La possibilité d'une résistance passe par la reconnaissance du fait que le néolibéralisme ne date pas d'aujourd'hui et des coupes budgétaires, mais relève d'une rationalité (Dardot et Laval 2010) qui n'a cessé d'agir pour changer ses objectifs de l'intérieur et de l'extérieur — ce qui fait toute la différence dans l'appréhension des différents groupes et positions autour d'elle.

## **Appareil judiciaire et policier et contrôle politique**

Comme les précédentes, le troisième type d'attaque contre l'université publique concerne le contexte social plus large. Sa particularité réside dans la mise en lumière d'un aspect spécifique des traits autoritaires que la société a de plus en plus assumé de manière ouvertement : la mobilisation de la section de police aux fins du contrôle politique. Le cas le plus emblématique d'une séquence d'actions policières dans les universités s'est produite en 2017, avec la mise en place d'une processus pour enquêter sur une utilisation abusive présumée des ressources publiques à l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC). Le déclenchement de l'opération par la police fédérale, largement rapporté dans la presse, a été ostentatoire : des enseignants et des doyens ont été arrêtés sur l'accusation d'entraver l'enquête, conduite coercitive de cinq autres personnes pour témoigner, mandats de perquisition et arrestation. Le recours à la force a été dès le départ remis en question comme excessif et injustifié, mais la préoccupation quant à l'adéquation des méthodes avait peu d'intérêt pour les émissions de télévision diffusant l'action avec des informations qui, bien que malavisées, ont ajouté du drame aux demandes de justice. Les arrestations ont été annulées 30 heures plus tard, mais le groupe n'a toujours pas été autorisé à retourner à l'université. Dix-huit jours plus tard, en octobre, le doyen s'est suicidé dans un centre commercial avec une note en poche : « Ma mort a été décrétée au moment où j'ai été banni de l'université »<sup>9</sup>.

Malgré l'agitation générée par l'affaire, une procédure similaire a été adoptée en décembre de la même année dans une autre université fédérale, à Minas Gerais. L'accusation, encore une fois, était de détournement de fonds dans la construction du Mémorial de l'amnistie politique à l'université. Le Mémorial a été conçu pour rendre hommage aux personnes persécutées et tuées pendant

---

9. « Chronique d'un suicide » voir en ligne. Consulté le 01/07/2019.



la dictature militaire, ainsi que pour abriter la collection de la Commission d'amnistie, qui est responsable des processus de réparation pour les victimes de la répression politique au Brésil, et d'autres collections connexes. L'opération, recourant à nouveau à une conduite coercitive et à des procédures abusives, a révélé le type de relation établie par ses agents avec la mémoire du pays, qui s'appelait *A esperança equilibrista*, titre d'une chanson célèbre en l'honneur de ceux qui ont combattu la dictature dans le pays, « Un hymne à la liberté et à la lutte pour la reprise du processus démocratique », comme le disait son compositeur, dans une note de répudiation de l'usage pervers de ses paroles<sup>10</sup>.

Dans ces deux cas, une enquête a été demandée pour vérifier des abus de pouvoir. Les deux ont déposé. Dans le cas de l'UFSC, il y a eu d'autres développements : lors d'un anniversaire de l'université, des banderoles et des affiches ont été utilisées pour protester contre l'opération policière. Le nouveau doyen et son chef de cabinet sont alors l'objet d'une nouvelle plainte du parquet fédéral : l'infraction à « l'honneur fonctionnel » du délégué chargé des enquêtes. Le tribunal a rejeté la plainte à deux reprises. Un an après les faits, la police fédérale a achevé l'enquête et, comme l'ont rapporté plus d'un organe de presse, plus de 800 pages, la présentation des preuves contre les suspects est inversement proportionnelle à la profusion de contradictions, incohérences et accusations fondées sur hypothèses. L'enquête fédérale de Minas Gerais n'est pas encore terminée.

La question, cependant, n'est pas dans les résultats auxquels parviennent ces attaques, mais dans la permissivité générale concernant l'utilisation de mécanismes coercitifs particulièrement douteux et l'usage tenu pour excessifs, arbitraires ou injustifiés. Il y a également un manque récurrent d'accès des accusés et de leurs avocats aux documents à charge, ce qui les place dans une situation où ils ne savent pas clairement quel est leur statut juridique, qu'ils soient accusés ou témoins. Lorsque, au début du gouvernement de Bolsonaro, le « Lava Jato de l'éducation » a été annoncé à haute voix, les réactions ont reproduit ce que l'opération originale elle-même avait déjà généré. D'une part, le souci de leur exploitation politique immédiate et, d'autre part, pour la partie de l'opinion qui approuve ces pratiques policières, la profusion de discours enthousiastes vantant le châtement des corrompus. Dans cet envi-

---

10. « Note de répudiation de l'opération Esperança equilibrista » voir en ligne. Consulté le 01/07/2019.

ronnement débordant de surenchère, la défense des garanties légales ou des droits individuels de l'accusé, outre qu'elle viendrait gâcher ce spectacle racoleur, serait tenue pour une simple complicité, ou à tout le moins pour une complaisance funeste avec les criminels. On retrouve ainsi les expressions du ressentiment avec lequel l'équation « les droits de l'homme en tant que droit des bandits » se propage en variant quotidiennement les figures incarnant la corruption historique des élites politiques et culturelles. Ainsi comprend-on mieux que soit victime d'intimidation toute manifestation au nom des principes de justice, attitude qui contribue à généraliser des postures punitives et persécutrices. Ces postures sont bien à l'image de celles qui s'indignent lorsque des voix s'élèvent pour remettre en cause le processus qui a conduit à la condamnation de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva. Pour les partisans de Lava Jato, peu importe que les preuves soient fragiles ou produites par des moyens illégaux, mais que « le politicien le plus corrompu de l'histoire du pays » — un récit construit médiatiquement dans un pays de corruption chronique — est en état d'arrestation. Remettre en question cela, qui leur semble juste, c'est se ranger du côté de l'impunité.

Si l'on peut voir ici une attaque flagrante contre les institutions et une dégénérescence rapide des fondements de l'État de droit démocratique, l'université — fêlée en interne et diffamée publiquement — devient une proie facile et de faible capacité de réaction. Si, dans le passé, les discours et la pratique soi-disant modernisants de l'université rejetaient et réduisaient au silence les conflits internes, marginalisaient et disqualifiaient les positions critiques, auraient-ils également offert un ensemble de justifications lorsque des mesures punitives plus sévères étaient prises en cas de contestation politique par les étudiants, le personnel et les enseignants ? Si nous reprenons des épisodes de suspension, d'expulsion et de criminalisation que nous avons traité comme résiduels et isolés, comment ne pas voir que notre quotidien est fait de normalisation et de silence sous l'impératif de maintenir l'ordre interne ?

## **Quelle université et pour qui ?**

L'attaque actuelle du gouvernement fédéral contre les universités publiques impressionne par la bassesse de son discours et ses méthodes arbitraires. Cependant, sa transformation en stratégie prioritaire ne peut être comprise et expliquée qu'à la lumière de facteurs extérieurs. Il semble important de re-

placer l'étape actuelle dans la perspective des transformations subies ces dernières décennies par la société et le système universitaire lui-même : si la force politique des mouvements sociaux qui ont soutenu le retour à la démocratie, au milieu des années 80, a freiné et ralenti la diffusion d'un néolibéralisme qui s'est répandu à travers le monde, la même chose ne s'est pas produite dans l'université. Celle-ci est de longue perméable à l'idée qu'elle devrait être comprise, gérée et vécue selon des critères d'efficacité et de rentabilité similaires à ceux appliqués à toute autre organisation ou entreprise. Sans poursuivre le débat sur les significations et les effets de ce modèle, tel que proposé par les groupes critiques, l'université est aussi fragile pour bénéficier des avancées que représente la récente intégration de groupes sociaux jusqu'ici exclus, que pour répondre de manière appropriée aux diverses agressions qu'il a subies.

À propos du dernier mouvement d'expansion, on pouvait prévoir que le système d'enseignement supérieur historiquement élitiste réagirait fortement à l'évolution des critères d'accès et au changement du profil des étudiants. L'émergence de nouvelles matières collectives a apporté de nouvelles orientations politiques, liées plus directement à la lutte pour la garantie de conditions matérielles et symboliques pour le maintien des étudiants à l'université. L'inclusion sociale ainsi produite ne se limitait pas à un effet de l'expansion du système public, mais, tout d'abord, elle s'inscrivait comme un puissant vecteur de politisation du système fédéral. L'université jusqu'ici socialement reconnue comme une institution centrale dans la formation de fractions importantes de la classe hégémonique économique et culturelle commence, en même temps, à être considérée comme un modulateur des demandes sociales récentes, exprimées par des groupes auparavant interdits d'accès. Ces deux vecteurs sont de plus en plus en conflit, donnant un nouveau sens au système universitaire.

En élargissant ce spectre, il y a encore une histoire à raconter sur la résurgence du contrôle politique exercé en interne à l'université publique avant la montée de l'extrême droite, sous le couvert de l'excellence académique et de la gestion rationnelle des ressources. Dans des situations plus extrêmes, la forme administrative de la répression politique n'a pas hésité à ressusciter des dispositions légales dormantes depuis la fin de la dictature militaire. Des enquêtes inquisitoriales et des procédures administratives ont été ouvertes pour étouffer les mouvements contestataires, impliquant souvent l'expulsion des étudiants, le licenciement du personnel et des sanctions sévères pour les

enseignants. À cela s'ajoute l'utilisation progressive de la police pour réprimer les manifestations politiques à l'intérieur des campus.

Dans le contexte de l'aggravation de la répression et de la persécution idéologique que nous vivons actuellement, le conflit politique revient définitivement au centre de la scène, mais pour être purifié de ses qualités et pour qu'un des protagonistes soit éliminé. C'est dans cette direction que le gouvernement Bolsonaro dirige son arsenal. Il ne suffit donc pas de convoquer le discours de défense de l'université publique, tant gonflé et érodé par ses usages et abus au fil des années. Il faut reconnaître que les réformes qui ont clairement supprimé le caractère public de l'université ont été convoquées exactement en son nom, ou précisément au nom de sa supposée modernisation. Le consensus moral qui a mobilisé les passions et les convictions pendant des décennies autour de l'idéal de l'université publique n'a impliqué aucune force normative de véritable transformation démocratique. Au contraire, le conflit politique a été progressivement rejeté, en s'appuyant sur la stigmatisation de ses protagonistes, la disqualification de leurs arguments et positions.

L'université post-redémocratisation a été marquée par des initiatives visant à imiter le marché et, ce faisant, à naturaliser la concurrence et le productivisme dans les travaux de recherche. La conduite néolibérale était non seulement valorisée, mais elle donnait de l'intelligibilité à un processus de soit disant modernisation institutionnelle. Voici le nœud du problème. À la fin de la dictature et de la transition vers un changement de régime politique, le mouvement en faveur de la démocratisation de la société et les réformes liées à la rationalité néolibérale se sont déroulés simultanément dans l'enseignement supérieur public brésilien, phénomène opposé à celui observé dans la plupart des autres secteurs. La structuration de l'autonomie du champ de la recherche scientifique, qui impliquait une expansion compétitive et une stabilisation des critères d'évaluation du système, a coïncidé avec la politisation généralisée de la période. L'hégémonie du discours managérial y a pris son élan politique décisif, sans exprimer de diction pouvant suggérer la direction néolibérale de ses effets à moyen et long terme. La conduite compétitive et productiviste est entrée dans les universités publiques à travers les fissures d'un État qui devait être démocratiquement refondé. D'où le système présentait, à ce moment, la double face d'un projet démocratique et la structure programmatique du néolibéralisme.

Au moment où nous écrivons, le gouvernement fédéral lance un programme de modifications du financement des universités fédérales<sup>11</sup>. Annoncée dans un contexte de diminution des ressources (entamée en 2017 et radicalisée en 2019), laissant de nombreuses unités au bord de l'immobilisation, elle se présente comme une adhésion volontaire et centrée sur les propositions de levée de fonds au marché et de « partenariats » avec l'initiative privée. Il reprend le mantra connu sous sa forme générique (« le problème n'est pas le manque d'argent, mais le manque de gestion ») et spécifique : récompenser le mérite, faire progresser les classements internationaux, accroître l'efficacité, innover et entreprendre. Il convient de le souligner : bien qu'il y ait eu peu de voix dissidentes avant l'attaque actuelle, elles sont parties de l'université et ont été sages dans le diagnostic de l'enjeu. Il est encore temps de les entendre. Si l'établissement universitaire s'appuie finalement sur des éléments externes et excessifs pour réduire sa dissidence, alors rien d'autre ne peut empêcher la perte de son autonomie. Ce n'est pas simplement une menace pour son existence. La reproduction de l'université en tant qu'organisation est également fondamentale pour les objectifs de l'extrême droite en permettant aux actions de répression politique d'avoir de larges répercussions, alimentant ainsi le processus de persécution de groupes et d'individus déjà qualifiés de cibles. Contrôle politique et intérêts individuels sur un marché potentiellement lucratif furent les mantras universitaires durant les années de relative normalité démocratique, mais ce faisant l'université publique se préparait à une mutation définitive, qui ne pouvait se concrétiser qu'avec l'action efficace d'un agent extérieur. Là où beaucoup attendaient le marché, ils ont trouvé aujourd'hui l'État autoritaire.

---

11. Le programme a été présenté sous le nom de « Future-se » (quelque chose comme « Future Yourself »). Il n'est pas possible d'accéder à son contenu sans inscription et identification au site du Ministère. Cf. « Future-se : Lisez la proposition complète de MEC sur les changements dans la gestion des universités fédérales » voir en ligne. Consulté le 19/07/2019.



FIGURE 2 – Quel espoir pour la jeunesse sans une éducation de qualité?  
Crédits Gérard Wormser

## Bibliographie

Alves, Márcio Moreira. 1968. *Beabá dos MEC-USAID*. Rio de Janeiro : Gernasa.

Azevedo, Rodrigo Ghiringhelli de, et Ana Cláudia Cifali. 2015. « Política criminal e encarceramento no Brasil nos governos Lula e Dilma. Elementos para um balanço de uma experiência de governo pós-liberal ». *Civitas* 15 (1) : 105-27.

Cardoso, Irene. 2001. « A modernização da universidade brasileira e a questão da avaliação ». In *Para uma crítica do presente*, 55-80. São Paulo : USP.

Corbucci, Paulo Roberto, Luis Claudio Kubota, et Barbosa MeiraAna Paula. 2016. « Evolução da educação superior privada no Brasil : da reforma universitária de 1968 à década de 2010 ». *Radar*, n 46 : 7-12.

Dardot, Pierre, et Christian Laval. 2010. *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris : La Découverte.

Fávero, Maria de Lourdes de Albuquerque. 1991. *Da universidade modernizada à universidade disciplinada*. São Paulo : Cortez.

INEP. 2017. « Censo da Educação Superior. Notas Estatísticas ». Brasília : INCEP/MEC. [http://download.inep.gov.br/educacao\\_superior/centso\\_superior/documentos/2018/centso\\_da\\_educacao\\_superior\\_2017-notas\\_estatisticas2.pdf](http://download.inep.gov.br/educacao_superior/centso_superior/documentos/2018/centso_da_educacao_superior_2017-notas_estatisticas2.pdf).

IPEA. 2015. « Igualdade racial ». *Políticas Sociais : acompanhamento e análise*, n 23 : 429-99.

Niquito, Thais Waideman, Garcia RibeiroFelipe, et Savino PortugalMarcelo. 2018. « Impacto da criação das novas universidade federais sobre as economias locais ». *Planejamento e políticas públicas*, n 51 (juillet) : 367-94.

Paula, Maria de Fátima de. 2000. « O processo de modernização da universidade. Casos da USP e UFRJ ». *Tempo Social* 2 (12) : 189-202.

Sguissard, Valdemar. 2008. « Modelo de expansão da educação superior no Brasil : predomínio privado/mercantil e desafios para a regulação e a formação universitária ». *Educação e Sociedade* 29 (105) : 991-1022.